

MINISTÈRE WALLON DE L'ÉQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 95 - 1900

[C - 27316]

**23 MARS 1995. - Arrêté du Gouvernement wallon
relatif à la gestion comptable, financière et patrimoniale de l'Office de Promotion des Voies navigables**

Le Gouvernement wallon,

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 140;
Vu le décret du 24 novembre 1994 portant dissolution de l'Office de la Navigation et création de l'Office de Promotion des Voies navigables, notamment l'article 4;
Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 10 février 1995;
Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 février 1994;
Vu l'avis du Conseil d'Etat;
Sur la proposition des Ministres du Budget et des Travaux publics,

Arrête :

CHAPITRE Ier. - *Du budget*

Article 1er. Le budget de l'Office de Promotion des Voies navigables, ci-après dénommé "l'Office", reprend l'ensemble de ses recettes et de ses dépenses.

Il est établi annuellement après avis du Conseil d'orientation.

L'année budgétaire, ci-après dénommée "exercice", commence le 1er janvier et prend fin le 31 décembre de la même année, à l'exception de la première année qui commence à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 2. Les dépenses relatives au fonctionnement de l'Office ainsi qu'à l'organisation des biens qui lui sont affectés sont à charge dudit Office.

Art. 3. Le budget est divisé en trois parties :

- a) les opérations courantes;
- b) les opérations en capital;
- c) les opérations pour ordre.

Il est établi conformément au tableau annexé.

Les crédits de dépenses seront groupés dans des programmes d'activités ou de subsistance et les crédits afférents à chacun de ces programmes seront ventilés en allocations de base conformément à la classification économique.

Art. 4. Les prévisions de recettes portent sur les sommes qui seront versées au profit de l'Office au cours de l'année budgétaire et seront ventilées conformément à la classification économique.

Art. 5. Les crédits de dépenses portent sur les sommes qui seront dues au cours de l'année budgétaire concernée.

Art. 6. Les crédits de dépenses couvrent à la fois les actes d'engagement et les opérations d'ordonnancement.

Toutefois, lorsque les crédits concernent des travaux ou des fournitures de biens ou de services, qui nécessitent un délai d'exécution supérieur à douze mois, ils peuvent être dissociés en crédit d'engagement et crédit d'ordonnancement. Dans ce cas :

- le crédit d'engagement prévoit le montant des obligations qui peuvent être contractées pendant l'année budgétaire;
- le crédit d'ordonnancement prévoit le montant qui peut être ordonnancé au cours de l'année budgétaire, en vue d'apurer des obligations contractées tant pendant celle-ci qu'au cours des années antérieures.

Art. 7. L'avant-projet de budget sera transmis au Ministre des Travaux publics, accompagné de l'avis du Conseil d'orientation, au plus tard le 30 juin de l'année qui précède l'année budgétaire.

Le budget de l'Office est annexé au décret contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne et est inscrit au titre VI du tableau de ce décret.

L'approbation du budget de l'Office est acquise par la promulgation du décret contenant le budget général des dépenses de la Région. Si l'approbation n'est pas acquise avant le début de l'exercice, il y aura lieu de se référer aux dispositions contenues dans le décret - présenté par le Gouvernement - ouvrant des crédits provisoires.

CHAPITRE II. - *De la comptabilité et de la reddition des comptes*

Art. 8. Un état de recettes et un état des dépenses sont dressés à la fin de chaque semestre.

Le Ministre chargé des Travaux publics soumet ces états à la Cour des comptes par l'intermédiaire du Ministre chargé des Finances et du Budget.

Les pièces justificatives sont conservées sur place.

Art. 9. A la fin de chaque exercice, il sera dressé :

- 1° un bilan,
- 2° un compte d'exécution du budget,
- 3° un compte de variation de la valeur des biens patrimoniaux.

Les éléments visés à l'alinéa 1er sont établis conformément aux chapitres 5 et 6 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991.

Au plus tard le 31 mars suivant l'exercice auquel ils se rapportent, le Ministre chargé des Travaux publics transmet ce bilan et ces comptes au Ministre chargé des Finances et du Budget qui les soumettra à la Cour des comptes dans le mois de leur réception.

Art. 10. Les comptes visés à l'article 9, alinéa 1er, sont joints aux comptes d'exécution du budget de la Région wallonne - partie Ministère wallon de l'Équipement et des Transports - et inclus au compte général de la Région wallonne.

CHAPITRE III. - De la gestion comptable et financière

Art. 11. Le montant des dépenses ne peut dépasser le montant des recettes ni le montant des crédits limitatifs votés en faveur de l'Office.

Art. 12. A la fin de l'exercice, le solde relatif aux opérations courantes est ajouté aux recettes courantes et le solde relatif aux opérations de capital s'ajoute aux recettes en capital de l'exercice suivant.

Art. 13. Dès le début de l'exercice, les moyens financiers disponibles à l'expiration de l'exercice antérieur peuvent être utilisés, jusqu'à l'adoption d'un décret portant dissolution de l'Office.

Art. 14. Les fournitures et services effectués par l'Office en faveur des services du Gouvernement donnent lieu à paiement.

Art. 15. Le comptable de l'Office, justiciable de la Cour des comptes, est désigné par le Gouvernement, sur présentation conjointe du Ministre chargé des Finances et du Budget et du Ministre chargé des Travaux publics, parmi les fonctionnaires de la Région.

Il est chargé :

- 1° de la perception des recettes constatées;
- 2° de l'exécution des paiements;
- 3° de la gestion et de la garde des fonds et valeurs;
- 4° du compte d'exécution du budget, de l'élaboration et de la garde des documents visés aux articles 7 et 8;
- 5° de la tenue de la comptabilité patrimoniale;
- 6° de l'établissement périodique d'un inventaire du patrimoine.

CHAPITRE IV. - Du contrôle

Art. 16. Les dépenses sont liquidées et payées directement par le comptable de l'Office, sans intervention préalable de la Cour des comptes.

Art. 17. L'Office est soumis au pouvoir de contrôle du Ministre des Finances et du Budget. Ce contrôle est exercé, selon les règles et modalités d'application à la Région, par l'Inspecteur des finances accrédité auprès du Ministre duquel relève l'Office. Il a les pouvoirs les plus étendus pour l'accomplissement de sa mission.

La Cour des comptes peut contrôler, selon les règles et modalités d'application à la Région, la comptabilité sur place, elle peut se faire fournir en tout temps, tous documents justificatifs, états, renseignements ou éclaircissements relatifs aux recettes et aux dépenses, ainsi qu'aux avoirs et aux dettes.

CHAPITRE V. - Dispositions finales

Art. 18. Le présent arrêté entre en vigueur le 31 mars 1995.

Art. 19. Les Ministres ayant le Budget et les Travaux publics dans leurs attributions sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 mars 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Économie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget,
B. ANSELME

Le Ministre des Travaux publics,
J.-P. GRAFE

Annexe

Tableau du Budget

Section I :

Opérations courantes :

- A. Recettes
- B. Dépenses
- C. Transferts
- D. Crédit provisionnel
- E. Solde

Section II :

Opérations en capital :

- A. Recettes
- B. Dépenses
- C. Transferts
- D. Solde

Section III :

Opérations pour ordre :

- A. Recettes
 - 1. Fonds de tiers
 - 2. Fonds de trésorerie
- B. Dépenses
 - 1. Fonds de tiers
 - 2. Fonds de trésorerie
- C. Solde

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mars 1995.

Namur, le 23 mars 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget,
B. ANSELME

Le Ministre des Travaux publics,
J.-P. GRAFE

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 95 – 1900

[C – 27346]

23. MÄRZ 1995. – Erlaß der Wallonischen Regierung über die buchmäßige, finanzielle und Vermögensverwaltung des "Office de Promotion des Voies navigables" (Amt zur Förderung der schiffbaren Wasserstraßen)

Aufgrund der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Buchführung des Staates, insbesondere des Artikels 140;

Aufgrund des Dekrets vom 24. November 1994 zur Auflösung des "Office de la navigation" (Schiffahrtsamt) und zur Errichtung des "Office de Promotion des Voies navigables";

Aufgrund des am 10. Februar 1995 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 15. Februar 1995 abgegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushaltes;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushaltes und des Ministers der öffentlichen Arbeiten,

Beschließt die Wallonische Regierung:

KAPITEL I. – Haushalts

Artikel 1. Im Haushalt des "Office de Promotion des Voies navigables", nachstehend "das Amt" genannt, werden sämtliche Einnahmen und Ausgaben des Amtes aufgeführt.

Der Haushalt wird nach Gutachten des Beratungsausschusses jährlich festgesetzt.

Das Haushaltsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember desselben Jahres, mit Ausnahme des ersten Jahres, das am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses anfängt.

Art. 2. Die Betriebsausgaben des Amtes sowie bezüglich der Verwaltung der Güter, die ihm zugeteilt werden, gehen zu Lasten des besagten Amtes.

Art. 3. Der Haushalt gliedert sich in drei Teile:

- a) laufenden Geschäfte;
- b) Kapitalgeschäfte;
- c) Geschäfte für Order.

Er wird gemäß der beiliegenden Tabelle festgesetzt.

Die für die Ausgaben bereitgestellten Mittel werden in Tätigkeits- oder Existenzmittelprogrammen zusammengestellt und die mit jedem dieser Programme verbundenen Mittel werden gemäß der wirtschaftlichen Aufteilung in Basiszuwendungen verteilt.

Art. 4. Die veranschlagten Einnahmen betreffen die Beträge, die im Laufe des Haushaltsjahres zugunsten des Amtes überwiesen werden, und werden gemäß der wirtschaftlichen Aufteilung verteilt.

Art. 5. Die für die Ausgaben bereitgestellten Mittel betreffen die Beträge, die im Laufe des betroffenen Haushaltsjahres geschuldet werden.

Art. 6. Die für die Ausgaben bereitgestellten Mittel decken gleichzeitig die Verpflichtungs- und die Ausgabenanweisungen.

Wenn die Mittel Arbeiten oder Lieferungen von Gütern oder Dienstleistungen betreffen, die eine längere Ausführungsfrist als zwölf Monate brauchen, dürfen diese Mittel jedoch in Verpflichtungs- und Ausgabeermächtigungen aufgegliedert werden. In diesem Fall:

- wird der Betrag der Verpflichtungen, die im Laufe des Haushaltsjahres eingegangen werden können, in der Verpflichtungsermächtigung vorgesehen;

- wird der Betrag, der im Laufe des Haushaltsjahres zur Zahlung angeordnet werden kann, um die sowohl im Laufe des Haushaltsjahres als auch im Laufe der vorangegangenen Jahre eingegangenen Verbindlichkeiten zu bereinigen, in der Ausgabeermächtigung vorgesehen.

Art. 7. Der Haushaltsvorentwurf wird dem Minister der öffentlichen Arbeiten spätestens am 30. Juni des Jahres vor dem Haushaltsjahr zusammen mit dem Gutachten des Beratungsausschusses übermittelt.

Der Haushalt des Amtes wird dem Dekret zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region beigelegt und in Titel VI der Tabelle dieses Dekrets eingetragen.

Die Verabschiedung des Dekrets zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region gilt als Genehmigung des Haushaltsplanes des Amtes. Wenn der Haushaltsplan bis zum Beginn des Haushaltsjahres nicht genehmigt worden ist, so sind die Bestimmungen anzuwenden, die im durch die Regierung vorgelegten Dekret stehen, und durch welche Mittel vorläufig bereitgestellt werden.

KAPITEL II. – *Buchführung und Rechnungslegung*

Art. 8. Es werden am Ende jedes Halbjahrs ein Verzeichnis der Einnahmen und ein Verzeichnis der Ausgaben angefertigt.

Durch Vermittlung des mit den Finanzen und dem Haushalt beauftragten Ministers legt der mit den öffentlichen Arbeiten beauftragte Minister diese Verzeichnisse dem Rechnungshof vor.

Die Belege werden an Ort und Stelle aufbewahrt.

Art. 9. Am Ende jedes Haushaltsjahres werden folgende Dokumente aufgestellt:

1° eine Bilanz,

2° eine Abrechnung der Haushaltsdurchführung,

3° eine Abrechnung der Wertschwankungen der Vermögensgüter.

Die in Absatz 1 erwähnten Elemente werden gemäß Kapitel 5 und 6 der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Buchführung des Staates aufgestellt.

Spätestens am 31. März nach dem diesen Abrechnungen entsprechenden Haushaltsjahr übermittelt der mit den öffentlichen Arbeiten beauftragte Minister diese Abrechnungen dem mit den Finanzen und dem Haushalt beauftragten Minister, der sie innerhalb eines Monats nach deren Empfang dem Rechnungshof vorzulegen hat.

Art. 10. Die in Artikel 9 Absatz 1 erwähnten Abrechnungen werden dem das Wallonische Ministerium für Ausrüstung und Transportwesen betreffenden Abrechnungen der Haushaltsdurchführung der Wallonischen Region beigelegt, und in die allgemeine Abrechnung der Wallonischen Region eingefügt.

KAPITEL III. – *Buchmäßige und finanzielle Verwaltung*

Art. 11. Die Höhe der Ausgaben darf weder die Höhe der Einnahmen noch der zugunsten des Amtes verabschiedeten einschränkenden Mittel überschreiten.

Art. 12. Am Ende des Haushaltsjahres wird der Saldo bezüglich der laufenden Geschäfte den laufenden Einnahmen hinzugerechnet, und der Saldo bezüglich der Kapitalgeschäfte wird den Kapitaleinnahmen des folgenden Haushaltsjahres hinzugefügt.

Art. 13. Die am Ablauf des vorangehenden Haushaltsjahres verfügbaren finanziellen Mittel dürfen ab dem Beginn des Haushaltsjahres und bis zur Verabschiedung eines Dekrets zur Auflösung des Amtes in Anspruch genommen werden.

Art. 14. Die Lieferungen und Dienstleistungen, die durch das Amt zugunsten der Dienststellen der Regierung durchgeführt bzw. erbracht werden, werden vergütet.

Art. 15. Der Buchführer des Amtes, der dem Rechnungshof gegenüber rechenschaftspflichtig ist, wird von der Regierung unter die Beamten der Region auf gemeinsamer Vorstellung des mit den Finanzen und dem Haushalt beauftragten Ministers und des mit den öffentlichen Arbeiten beauftragten Ministers bezeichnet.

Er hat folgende Aufgaben:

1° Einziehung der festgestellten Einnahmen;

2° Durchführung der Zahlungen;

3° Verwaltung und Aufbewahrung der Fonds und Werte;

4° Abrechnung der Haushaltsdurchführung, Aufstellung und Aufbewahrung der in Artikel 7 und 8 erwähnten Dokumente;

5° Führung des Vermögensbuchhaltung;

6° Aufstellung eines periodischen Inventars des Vermögens.

KAPITEL IV. – *Kontrolle*

Art. 16. Die Ausgaben werden ohne vorherige Vermittlung des Rechnungshofs durch den Buchführer des Amtes unmittelbar ausgezahlt.

Art. 17. Das Amt ist der Kontrollbefugnis des Ministers der Finanzen und des Haushalts unterworfen. Diese Kontrolle wird durch den Finanzinspektor, der beim für das Amt zuständigen Minister zugelassen ist, gemäß den Regeln und den für die Region geltenden Anwendungsmodalitäten ausgeführt.

Der Rechnungshof ist dazu berechtigt, die Buchführung gemäß den Regeln und den für die Region geltenden Anwendungsmodalitäten an Ort und Stelle zu überprüfen, und kann jederzeit alle Belege, Verzeichnisse, Auskünfte oder Erläuterungen bezüglich der Einnahmen und der Ausgaben sowie bezüglich der Aktiva und Passiva verlangen.

KAPITEL V. - Endbestimmungen

Art. 18. Der vorliegende Erlaß tritt am 31. März 1995 in Kraft.

Art. 19. Die Minister, zu deren Zuständigkeitsbereich der Haushalt und die Öffentlichen Arbeiten gehören, werden mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. März 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B., den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,
R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, des Öffentlichen Dienstes und des Haushalts,
B. ANSELME

Der Minister der öffentlichen Arbeiten,
J.-P. GRAFE

Anlage

Tabelle des Haushalts

Abschnitt I :

Laufende Geschäfte :

A. Einnahmen

B. Ausgaben

C. Übertragungen

D. Einstweilige Mittel

E. Saldo

Abschnitt II :

Kapitalgeschäfte :

A. Einnahmen

B. Ausgaben

C. Übertragungen

D. Saldo

Abschnitt III :

Geschäfte für Order :

A. Einnahmen

1. Fonds für Drittzahlungen

2. Finanzverwaltungsfonds

B. Ausgaben

1. Fonds für Drittzahlungen

2. Finanzverwaltungsfonds

C. Saldo

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. März 1995 beigelegt zu werden.

Namur, den 23. März 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B., den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,
R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, des Öffentlichen Dienstes und des Haushalts,
B. ANSELME

Der Minister der öffentlichen Arbeiten,
J.-P. GRAFE

VERTALING

WAALS MINISTERIE VOOR UITRUSTING EN VERVOER

N. 95 - 1900

[C - 27346]

23 MAART 1995. — Besluit van de Waalse Regering betreffende het boekhoudkundig, financieel en vermogensbeheer van de "Office de Promotion des Voies navigables" (Dienst voor de Bevordering van de Bevaarbare Waterwegen)

De Waalse Regering,

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid op artikel 140;

Gelet op het decreet van 24 november 1994 houdende ontbinding van de "Office de la Navigation" (Dienst voor de Scheepvaart) en oprichting van de "Office de Promotion des Voies navigables", inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het advies van de Inspectie van financiën, gegeven op 10 februari 1995;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 15 februari 1994;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Begroting en van de Minister van Openbare Werken,

Besluit :

HOOFDSTUK I. - *Begroting*

Artikel 1. De begroting van de "Office de Promotion des Voies navigables", hierna "Office" genoemd, omvat de gezamenlijke ontvangsten en uitgaven ervan.

Ze wordt jaarlijks na advies van de oriëntatieraad opgemaakt.

Het begrotingsjaar, hierna "boekjaar" genoemd, begint op 1 januari en eindigt op 31 december van hetzelfde jaar, behalve het eerste boekjaar dat op de datum van inwerkingtreding van dit besluit begint.

Art. 2. De uitgaven voor de werking van de "Office" alsmede de organisatie van de hem toegewezen goederen vallen ten laste van de "Office".

Art. 3. De begroting wordt onderverdeeld in drie delen :

a) de gewone verrichtingen;

b) de kapitaalverrichtingen;

c) de verrichtingen voor order.

Ze wordt overeenkomstig bijgaande tabel opgemaakt.

De kredieten voor uitgaven zullen in activiteits- of bestaansmiddelenprogramma's opgenomen worden en de kredieten m.b.t. ieder van die programma's zullen overeenkomstig de economische classificatie in basisallocaties worden verdeeld.

Art. 4. De raming van ontvangsten betreffen de geldsommen die gedurende het begrotingsjaar aan de "Office" zullen worden afgedragen en overeenkomstig de economische classificatie zullen worden verdeeld.

Art. 5. De kredieten voor uitgaven betreffen de geldsommen die in de loop van het betrokken begrotingsjaar verschuldigd zullen zijn.

Art. 6. De kredieten voor uitgaven dekken zowel de vastleggingsakten als de ordonnanceringsverrichtingen.

Wanneer de kredieten evenwel betrekking hebben op werken of op leveringen van goederen of diensten waarvoor een uitvoeringstermijn van meer dan twaalf maanden nodig is, kunnen zij gesplitst worden in een vastleggingskrediet en in een ordonnanceringskrediet. In dat geval :

- bepaalt het vastleggingskrediet het bedrag van de verbintenissen die tijdens het begrotingsjaar aangegaan mogen worden;

- bepaalt het ordonnanceringskrediet het bedrag dat geordonneerd mag worden tijdens het begrotingsjaar, tot nakoming van de zowel tijdens dit jaar als in de loop van de vorige jaren aangegane verbintenissen.

Art. 7. Het voorontwerp van begroting moet, uiterlijk 30 juni van het jaar voorafgaande aan het begrotingsjaar, samen met het advies van de oriëntatieraad bij de Minister van Openbare Werken ingediend worden.

De begroting van de "Office" wordt gevoegd bij het decreet houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest en komt voor onder titel VI van de bij dit decreet gevoegde tabel.

De begroting van de "Office" wordt goedgekeurd bij de afkondiging van het decreet houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest. Indien ze niet goedgekeurd is vóór het begin van het boekjaar, zal moeten worden verwezen naar de bepalingen van het de door de Regering voorgestelde decreet waarbij voorlopige kredieten worden geopend.

HOOFDSTUK II. - *Boekhouding, rekening en verantwoording*

Art. 8. Aan het einde van elke semester wordt een staat van ontvangsten en uitgaven opgemaakt.

De Minister van Openbare Werken legt deze staat via de Minister van Begroting voor aan het Rekenhof.

De bewijsstukken worden ter plaatse bewaard.

Art. 9. Aan het einde van ieder boekjaar worden volgende staten opgemaakt :

1° een balans,

2° een rekening van uitvoering van de begroting,

3° een rekening m.b.t. de waardeschommeling van de vermogensgoederen.

De in het eerste lid bedoelde elementen worden vastgesteld overeenkomstig de hoofdstukken 5 en 6 van de op 17 juli 1991 gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit.

Uiterlijk op 31 maart na het boekjaar waarop ze betrekking hebben, overhandigt de Minister van Openbare Werken deze balans en rekeningen aan de Minister van Begroting, die ze binnen één maand na ontvangst ervan aan het Rekenhof zal voorleggen.

Art. 10. De in artikel 9, eerste lid, bedoelde rekeningen worden bij de rekeningen van uitvoering van de begroting van het Waalse Gewest gevoegd - deel Waals Ministerie voor Uitrusting en Vervoer - en worden in de algemene rekening van het Waalse Gewest opgenomen.

HOOFDSTUK III. - *Boekhoudkundig en financieel beheer*

Art. 11. Het bedrag van de uitgaven mag noch het bedrag van de ontvangsten noch het bedrag van de ten gunste van de "Office" goedgekeurde limitatieve kredieten overschrijden.

Art. 12. Aan het einde van het boekjaar wordt het saldo van de gewone verrichtingen bij de lopende ontvangsten en het saldo van de vermogensverrichtingen bij de vermogensontvangsten van het volgende boekjaar opgeteld.

Art. 13. De bij het verstrijken van het vorige boekjaar beschikbare geldmiddelen kunnen gebruikt worden vanaf het begin van het boekjaar tot de aanneming van een decreet houdende ontbinding van de "Office".

Art. 14. Voor leveringen en diensten verstrekt door de "Office" ten bate van de diensten van de Waalse Regering is betaling verschuldigd.

Art. 15. De tegenover het Rekenhof verantwoordelijke rekenplichtige van de "Office" wordt door de Regering onder de ambtenaren van het Gewest aangewezen op gezamenlijke voordracht van de Minister van Begroting en de Minister van Openbare Werken.

Hij is belast met :

- 1° het innen van de vastgestelde ontvangsten;
- 2° het verrichten van de betalingen;
- 3° het beheer en het bewaren van gelden en waarden;
- 4° de rekening van uitvoering van de begroting, de opmaking en de bewaring van de in de artikelen 7 en 8 bedoelde documenten;
- 5° de vermogenscomptabiliteit;
- 6° het regelmatig opmaken van een inventaris van het vermogen.

HOOFDSTUK IV. - *Toezicht*

Art. 16. De uitgaven worden rechtstreeks door de rekenplichtige van de "Office" vereffend en uitbetaald, zonder voorafgaande tussenkomst van het Rekenhof.

Art. 17. De "Office" staat onder het toezicht van de Minister van Begroting. Het toezicht wordt volgens de in het Gewest geldende toepassingsregels en -modaliteiten uitgeoefend door de Inspecteur van Financiën, geaccrediteerd bij de Minister onder wie de "Office" ressorteert.

Hij beschikt over de ruimste bevoegdheden om zijn taak te vervullen.

Het Rekenhof kan, volgens de in het Gewest geldende toepassingsregels en -modaliteiten, ter plaatse toezicht houden op de boekhouding. Het kan ieder ogenblik vragen om alle bewijsstukken, staten, inlichtingen of ophelderingen m.b.t. de ontvangsten en uitgaven almede het vermogen en de schulden.

HOOFDSTUK V. - *Slotbepalingen*

Art. 18. Dit besluit treedt in werking op 31 maart 1995.

Art. 19. De Minister van Begroting en de Minister van Openbare Werken zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 maart 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, K.M.O.'s, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,
B. ANSELME

De Minister van Openbare Werken,
J.-P. GRAFE

Bijlage

Begrotingstabel

Afdeling I :

Gewone verrichtingen :

A. Ontvangsten

B. Uitgaven

C. Overdrachten

D. Provisioneel krediet

E. Saldo

Afdeling II :

Kapitaalverrichtingen

A. Ontvangsten

B. Uitgaven

C. Overdrachten

D. Saldo

Afdeling III :

Verrichtingen voor order :

A. Ontvangsten

1. Gelden van derden

2. Kasgelden

B. Uitgaven

1. Gelden van derden

2. Kasgelden

C. Saldo

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 maart 1995 betreffende het boekhoudkundig, financieel en vermogensbeheer van de "Office de Promotion des Voies navigables".

Namen, 23 maart 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, K.M.O.'s, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,
B. ANSELME

De Minister van Openbare Werken,
J.-P. GRAFE

[C - 27344]

F. 95 - 1901

**6 AVRIL 1995. - Arrêté du Gouvernement wallon
instituant un Conseil d'orientation auprès de l'Office de Promotion des Voies navigables**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 24 novembre 1994 relatif à la dissolution de l'Office de la Navigation et à la création de l'Office de Promotion des Voies navigables;

Sur la proposition du Ministre des Travaux publics,

Arrête :

Article 1er. Il est institué un Conseil d'orientation auprès de l'Office de Promotion des Voies navigables, dénommé ci-après "le Conseil".

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, le terme "Ministre" désigne le Ministre, membre du Gouvernement wallon, ayant les Travaux publics dans ses attributions.

Art. 3. Le Conseil est chargé de :

- la délivrance d'avis ou de propositions au Gouvernement sur les problèmes spécifiques à la voie d'eau tant les aspects législatif que réglementaire;
- la délivrance d'avis, à la demande du Ministre, sur les problèmes relatifs aux infrastructures des voies hydrauliques.

Dans ce cadre, il veillera à rendre des avis dans le cadre d'une étroite coordination avec les autres modes de transport.

Art. 4. Le Conseil peut faire appel au concours de personnes particulièrement qualifiées de même qu'à des fonctionnaires des ministères, sous réserve de l'accord du Ministre dont ceux-ci relèvent.

Art. 5. Le Conseil est composé :

- de cinq représentants des usagers désignés sur la proposition des organisations représentatives de ces usagers;
- de cinq représentants des utilisateurs désignés sur la proposition des organisations représentatives de ces utilisateurs;
- d'un représentant des usagers désigné sur la proposition des associations de la plaisance, du motonautisme et des sports nautiques;
- d'un représentant de chacun des Ports autonomes de Liège, de Namur et de Charleroi, désigné sur la proposition de leur conseil d'administration respectif;
- d'un représentant des organisations représentatives des travailleurs des voies hydrauliques désigné sur la proposition de la Fédération générale du Travail de Belgique;
- un représentant des organisations représentatives des travailleurs des voies hydrauliques désigné sur la proposition de la Confédération des Syndicats chrétiens;
- de deux représentants du Gouvernement désignés sur proposition de celui-ci;
- du secrétaire général du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports;
- du directeur général de la Direction générale des Voies hydrauliques et de l'inspecteur général de la Division de l'Exploitation de la Direction générale des Voies hydrauliques;
- du directeur général de la Direction générale des Transports;
- du directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement.